

Problématique foncière chez les exploitants agricoles de la Province de Kirundo au nord du Burundi

par

Bonaventure MINANI¹, Déo-Guide RUREMA¹, Philippe BURNY² et Philippe LEBAILLY³

1. Université de Ngozi (Burundi)
2. Centre wallon de Recherches agronomiques
3. Gembloux Agro-Bio Tech, Université de Liège

Correspondance : bnminani@yahoo.fr

1. Introduction

Avant la guerre civile de 1993 au Burundi, la province de Kirundo était le grenier du pays car elle fournissait céréales et légumineuses à toutes les autres régions. Aujourd'hui, la province de Kirundo est la province la plus pauvre du Burundi : 83 % des ménages y vivent en dessous du seuil de pauvreté et 62 % vivent en insécurité alimentaire et nutritionnelle. Alors que les paysans pratiquaient naguère une agriculture familiale orientée vers le marché, la production agricole a chuté de plus de moitié entre 1996 et 2009. Afin de tenter d'améliorer la situation, il était impératif d'analyser les caractéristiques des exploitations et les stratégies paysannes en vue de déterminer les mesures adéquates.

2. Méthodologie

L'étude a utilisé l'approche systémique. Celle-ci consiste à connaître et comprendre le fonctionnement des exploitations agricoles et repose surtout sur le postulat de l'interaction de tous les éléments qui composent la réalité à laquelle on s'intéresse. Elle va du général au particulier. Cette méthode est plus pertinente sur le terrain dans la mesure où elle conduit à :

- Appréhender de manière globale, et non analytique, un système et son environnement ;
- Utiliser un langage commun pour travailler entre plusieurs disciplines ou plusieurs métiers ;
- Choisir une stratégie optimale pour agir sur les points sensibles d'un système.

L'étude se fonde d'abord sur une enquête exploratoire menée, en 2010, auprès de 355 exploitants agricoles chefs de ménage, selon la technique de l'échantillonnage stratifié. L'enquête a couvert les sept communes de la province, la taille de l'échantillon communal étant proportionnel au nombre d'exploitants agricoles.

Ensuite, en 2011 et 2012, des suivis techniques et économiques ont été menés auprès de 41 exploitations qui, parmi les 355 enquêtées en 2010, se montraient incapables de cultiver la totalité du foncier à leur disposition.

3. Résultats de l'étude

3.1. Valorisation du foncier

Dans un pays où la densité de population est particulièrement élevée et où l'agriculture joue un rôle de premier plan, le capital foncier revêt une importance fondamentale. La terre est l'objet de tous les enjeux, de toutes les convoitises. Pour en obtenir la propriété et l'exploitation, les irrégularités, voire même la violence, ne sont pas rares.

C'est pourquoi 282 exploitants enquêtés (79 % de l'échantillon) déclarent rencontrer des problèmes pour l'utilisation du capital foncier (groupe C) : soit la superficie disponible est trop faible pour nourrir la famille (0,37 ha en moyenne), soit la jouissance de la terre leur est contestée, notamment par voie judiciaire.

Cependant, assez curieusement, 73 exploitants déclarent ne pas avoir de problème de disponibilité foncière. Ceux-ci peuvent être divisés en deux groupes bien distincts : un groupe de 32 exploitants dont la productivité est élevée et un groupe de 41 exploitants (groupe A) qui ne parviennent pas à mettre en valeur toute la superficie disponible, malgré son exigüité.

3.2. Paramètres socio-démographiques

Le tableau 1 met surtout en évidence le fait que le nombre d'actifs agricoles dans le groupe des exploitants ne valorisant pas tout le foncier disponible est sensiblement plus faible que celui recensé dans les exploitations où le foncier manque. En corollaire, le rapport entre le nombre de membres de la famille et le nombre d'actifs est plus élevé dans le premier groupe que dans le second. On observe sur le terrain un exode rural non négligeable, surtout pour le groupe A.

On constate encore que le matériel agricole est très peu présent. Même les machettes et les houes font défaut.

Tableau 1. Age, nombre de personnes vivant au sein des ménages, actifs agricoles et principaux équipements agricoles des fermiers des groupes A et C

Paramètres étudiés	Groupes	N	Moyenne et écart-type	t	Probabilité	Signification
Age des chefs de ménage (ans)	Groupe A	41	43,20	0,133	0,894	NS
	Groupe C	282	42,85			
Nombre d'actifs agricoles	Groupe A	41	2,22±0,69	-6,540	0,0001	THS
	Groupe C	282	3,14±1,55			
Rapport total personnes/actifs agricoles	Groupe A	41	2,51±1,41	5,860	0,0001	THS
	Groupe C	282	1,68±0,73			
Nombre de houes	Groupe A	41	2,68±1,37	1,728	0,090	NS
	Groupe C	282	2,29±1,18			
Nombre de machettes	Groupe A	41	1,00±0,00	-3,494	0,001	HS
	Groupe C	282	1,08±0,34			

Légende : NS= Non significatif à $p > 0,05$; S= Simplement significatif à $p < 0,05$; HS= Hautement significatif à $p < 0,01$; THS = Très hautement significatif à $p < 0,001$

Source : Nos enquêtes 2010-2012

3.3. Pratiques culturelles et protection de l'environnement

Le tableau 2 montre que dans le groupe A, seuls quelques agriculteurs épandent de la fumure organique, utilisent des engrais minéraux ou appliquent des pesticides, les proportions étant nettement supérieures dans le groupe C.

Tableau 2. Fertilisation, lutte contre les maladies et ravageurs et techniques de lutte contre l'érosion

Paramètres	Groupes	N (effectifs)	Oui (%)	Non %
Apport de la fumure organique	Groupe A	41	17	83
	Groupe C	282	51	49
Apport des engrais minéraux	Groupe A	41	5	95
	Groupe C	282	29	71
Application des pesticides	Groupe A	41	5	95
	Groupe C	282	28	72
Taux d'adoption des techniques de lutte antiérosive	Groupe A	41	22	78
	Groupe C	282	18	82

Sources : Nos enquêtes 2011-2012

On remarque par ailleurs que les agriculteurs ne cultivant pas toutes leurs terres n'adoptent guère les techniques physiques (diguettes, bourrelets pierreux, ...) et biologiques (agroforesterie, brise-vent, ...) de lutte contre l'érosion. Les rendements des cultures sont alors plus faibles et cela d'autant plus que dans le groupe A, le peu de fumure organique est mal réparti entre la bananeraie et les autres cultures au profit de la première.

Les cultures pratiquées sont multiples : café, banane, haricot, riz, sorgho, manioc, arachide, patate douce, pomme de terre, ...

3.4. Productions animales

Le système d'élevage chez les agriculteurs exploitant partiellement leurs terres est moins performant que dans le groupe C. Il est caractérisé par une dominance des races locales, un taux de mortalité élevé, le recours au vagabondage, une décapitalisation progressive, 20 % des ménages n'ayant même pas d'animaux.

3.5. Performances économiques

Les principaux paramètres économiques relatifs aux exploitations ne cultivant pas toutes leurs terres figurent au tableau 3.

Tableau 3. Performance économique des systèmes de production chez les fermiers du groupe A (en milliers de francs burundais)

Paramètres considérés	Moyenne
AA	2,22
PB/AA	276
VAB/AA	250
VAN/AA	247
RA/AA	234
RF/AA	267
Coût d'opportunité annuel dans la Province de Kirundo pour un actif agricole	374
Seuil biologique de reproductivité au Burundi	300*

Légende : AA= Actif agricole; PB= Produit brut; VAB= Valeur ajoutée Brute; VAN= Valeur ajoutée nette; RA= Revenu agricole; RF= Revenu familial

* Source : FMI (2010)

Source : Notre enquête 2011-2012

On constate que le revenu agricole par actif des ménages du groupe A est estimé à 234 000 francs burundais, alors que le « seuil de reproduction » a été fixé à 300 000 FBu. Sans source extérieure de revenu, ces exploitations paraissent donc condamnées à disparaître. De fait, on observe qu'un tiers des chefs d'exploitation partent régulièrement travailler dans des exploitations agricoles au Rwanda.

4. Conclusions

Malgré la forte densité de population et la rareté relative du capital foncier, certains agriculteurs de la province de Kirundo au nord du Burundi ne parviennent pas à mettre en valeur l'ensemble des ressources foncières à leur disposition. Cela peut s'expliquer par l'insuffisance de main-d'œuvre, le manque de matériel, les pratiques agricoles peu adaptées, l'insuffisance du cheptel, l'analphabétisme, ...

Pour améliorer la situation, on peut envisager le regroupement des paysans en associations de développement, les formations dans le domaine agro-pastoral et la protection de l'environnement, la fourniture d'outils agricoles, le développement de l'élevage, ...

5. Bibliographie

MINANI Bonaventure (2014). Analyse et stratégies du développement de l'agriculture familiale dans un pays post-conflit : cas de la province de Kirundo au nord du Burundi. Thèse de doctorat. Gembloux Agro-Bio Tech, Université de Liège. 162 p.